Rappel du numéro de convention

dept | an | n° d'ordre | avenant

Date de dépôt :

CONTRAT EMPLOI - CONSOLIDÉ

PRISE EN CHARGE COMPLÉMENTAIRE POUR LES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS D'ENSEIGNEMENT

cerfa
11343*01

L'EMPLOYEUR

Dénomination :

Adresse :

Code postal :

Commune :

Fait le : à

Code statut : 7

Nature de l'établissement :

(Collège, lycée...)

LE SALARIÉ

M ☐ Mme ☐ Mlle ☐ Nom :

Prénom :

Né(e) le à dépt ou pays

Adresse :

Code postal :

Commune :

Pour validation de la recevabilité de l'employeur et du salarié, le recteur ou l'inspecteur d'académie

(Signature et cachet)

LE CONTRAT

Date d'embauche : Date de fin :

LA PRISE EN CHARGE

Le contrat est pris en charge par l'État à 80 % à taux constant pour les publics prioritaires.

Aide complémentaire de 20 % oui ☐ non ☐

CADRE RÉSERVÉ AU RECTORAT OU À L'INSPECTION ACADEMIQUE

Ce document, indissociable de la convention avec l'État, doit être transmis au CNASEA.

Le chef de l'établissement
(Signature et cachet)

Fait le : à

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique à ce formulaire. Elle vous donne droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant.

Destinataires : *1er ex.* = **CNASEA** / *2e ex.* = Etablissement

CEC PCC

Rappel du numéro de convention

dept | an | n° d'ordre | avenant

Date de dépôt :

CONTRAT EMPLOI - CONSOLIDÉ

PRISE EN CHARGE COMPLÉMENTAIRE POUR LES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS D'ENSEIGNEMENT

cerfa 11343*01

L'EMPLOYEUR

Dénomination :

Adresse :

Code postal :

Commune :

Fait le : à

Code statut : 7

Nature de l'établissement :

(Collège, lycée...)

LE SALARIÉ

M ☐ Mme ☐ Mlle ☐ Nom :

Prénom :

Né(e) le à dépt ou pays

Adresse :

Code postal :

Commune :

Pour validation de la recevabilité de l'employeur et du salarié, le recteur ou l'inspecteur d'académie

(Signature et cachet)

LE CONTRAT

Date d'embauche : Date de fin :

LA PRISE EN CHARGE

Le contrat est pris en charge par l'État à 80 % à taux constant pour les publics prioritaires.

Aide complémentaire de 20 % oui ☐ non ☐

CADRE RÉSERVÉ AU RECTORAT OU À L'INSPECTION ACADEMIQUE

Ce document, indissociable de la convention avec l'État, doit être transmis au CNASEA.

Le chef de l'établissement
(Signature et cachet)

Fait le : à

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique à ce formulaire. Elle vous donne droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant.

Destinataires : *1er ex.* = CNASEA / *2e ex.* = **Etablissement**

CEC PCC